

# LA JEUNESSE EST AFFAIRE DE REPRÉSENTATION(S)

**L**A « JEUNESSE » est affaire de représentation(s). Désignant par définition un statut provisoire et différencié selon les sociétés, cette catégorie est vouée à une indétermination croissante de nos jours. À la différence d'un groupe homogène défini a priori - communauté, classe sociale, groupe professionnel - elle englobe des populations spécifiques et des sous-groupes aux appartenances sociales et culturelles et aux trajectoires diversifiées. Elle n'est pas pour autant un pur fantasme, ni ne se réduit à une catégorie statistique. Car derrière le mot et les discours qui la parlent, la déclinaison de ces figures historiquement datées, **il y a ce travail incessant d'élaboration collective dont elle est l'enjeu symbolique dans son unité et sa diversité** ; il y a les représentations sociales, ces blocs de croyances et de sentiments, de valeurs et de normes, qui qualifient les « jeunes », leur confèrent une image qui se pérennise ou se transforme, suscite des modes d'adhésion variés selon le contexte.

Quelques unes des modalités de cette construction sociale sont bien connues : l'opération qui consiste à traiter des catégories d'âge comme d'une personne collective (« la jeunesse ceci... », « les jeunes cela... », « l'adolescent a besoin de... ») ; l'autonomisation des « jeunes » comme monde à part, invisible, voire exotique (la « culture adolescente », la « planète des jeunes », les « tribus » etc.) ; la définition de cette catégorie, produit d'un long héritage historique, comme masse potentiellement dangereuse et déviante (des « Apaches » aux « zoulous » en passant par les « loubards »).

## EXCÈS DE REPRÉSENTATIONS ET DÉFICIT DE REPRÉSENTATION POLITIQUE

L'excès de représentations qui en résulte participe-t-il de l'impossible représentation de la jeunesse, au sens cette fois politique du terme ? Lorsque des catégories sociales bien identifiées manifestent, il y a de la représentation qui renvoie à des cultures professionnelles, au mouvement syndical, à des enjeux électoraux. Lorsqu'il s'agit des « jeunes », il n'en va pas de même. On l'a vu récemment au travers des diverses manifestations lycéennes et étudiantes, la mobilisation contre le contrat d'insertion professionnelle (CIP) et la consultation Balladur. Ces « mouvements » sont en effet confrontés à des degrés divers à un déficit de représentation. Ce qui est remarquable, c'est leur caractère infrapolitique. D'où les discours les plus contradictoires sur une « génération révoltée » mais aussi « sacrifiée », symbole d'avenir mais « désenchantée », acteur social mais victime de la « crise ». On retrouve ce phénomène à propos des courants culturels qui traversent les jeunes dont la définition sociale n'est pas exempte d'ambivalence dans la mesure où certaines pratiques sont considérées comme forme de reconnaissance sociale et phénomène de déviance.

Mais c'est sans doute le discours qui s'est progressivement construit, au tournant des années 1980, autour des « jeunes de la banlieue » qui constitue le cas le plus exemplaire de ce processus. Dans un contexte de situations de tensions et de crises urbaines, on a assisté à une inflation de discours remarquable venant réactualiser les figures des jeunes. Diverses notions se sont imposées pour constituer des catégories descriptives de leur situation : « jeunes de la banlieue », « beurs », « jeunes des cités », « en difficulté » ou « en très grande difficulté » ; mais aussi en vue de désigner les formes spécifiques de leur révolte : « rodéos », « violences urbaines », « émeutes », etc. Corrélativement, un certain nombre de catégories politico-administratives se sont banalisées : « quartiers sensibles », « dispositifs », « politique de la ville », sans parler du terme de « ghetto » faisant planer le spectre d'une américanisation des rapports sociaux dans ces zones urbaines. Ces notions, renvoyant les unes aux autres, sont devenues des lieux communs tant dans les débats publics que dans les cultures professionnelles. Réunions, groupes de pilotages, colloques, numéros de revues se sont multipliés sur le thème du rapport des « jeunes » aux quartiers et à la ville, aux institutions de socialisation et à leurs acteurs, traduisant une forte demande sociale - bien que souvent peu explicite - des pouvoirs locaux, des associations, des administrations... Ce phénomène s'est aussi manifesté par le discours devenu dominant sur l'« exclusion » et l'« insertion ».

## DES DÉNOMINATIONS RÉDUCTRICES

Or, aujourd'hui, ces notions sont particulièrement ambiguës de par les réalités incertaines qu'elles désignent et les enjeux idéologiques auxquels elles renvoient. Leurs usages sociaux autorisent tous les amalgames entre le social et l'urbain, la marginalité et l'ethnicité, les bandes et les groupes... **Faire des « jeunes des banlieues » une catégorie opératoire, c'est implicitement recoder les effets de structure** (leurs origines populaires) **dans le langage urbain**, faire passer une identité de position en une identité de lieu, mobiliser toutes les visions démagogiques ou misérabilistes. Mais **c'est aussi prendre la partie pour le tout**, en réduisant les « banlieues » à celles qui défrayent la chronique, la diversité sociologique de ceux qui y habitent aux délinquants, et plus généralement, les populations juvéniles à l'image des « classes dangereuses ». Si l'expression « jeunes des cités » peut paraître moins équivoque, elle n'en suppose pas moins que les cités constituent un monde homogène et stable réunissant ceux qui cherchent à s'en sortir et ceux qui y échouent ; que cette population se caractérise par un mode de vie propre (la « galère »), un look (américain et sportif), un langage (le rap), bref une « culture » diversement qualifiée... ..



... LA DIVERSITÉ DES SITUATIONS

Des recherches récentes et en cours l'attestent, les situations s'avèrent fortement contrastées en fonction des configurations locales dans lesquelles elles s'inscrivent, sur le plan du cadre bâti et des équipements collectifs, de la composition des populations, du tissu associatif et des politiques locales. Les jeunes en surnombre sont particulièrement affectés par l'accumulation des « handicaps » (échec scolaire, chômage, problèmes familiaux etc.), ce qui expliquerait leur implication dans la délinquance et le milieu de l'illicite. Pourtant, ils constituent des sous-groupes aux caractéristiques plus ou moins accentuées. À cet égard les rapports de sexes et de générations laissent apparaître des différenciations significatives. Associées à la prise en compte de la diversité des trajectoires (résidentielles, scolaires, migratoires...) et des carrières déviantes, ces variables permettent de procéder à une analyse fine de ces sous-groupes et des conditions de passage de l'un à l'autre...

En conséquence, l'analyse de la construction sociale de ces catégories constitue un préalable. Et cela pour des raisons qui sont aussi d'ordre pratique. Les usages de ces catégories engendrent des effets non négligeables sur les populations, de domination et de stigmatisation, d'assignation territoriale et de réputation. Paradoxalement, les agents de l'État et les acteurs locaux contribuent aux phénomènes contre lesquels ils sont censés lutter. Les phénomènes de mauvaise réputation mettent parfois plus à l'écart qu'une courbe de chômage ou de délinquance !

La sortie en 1995 de nombreux films sur les « cités de banlieues » (*La Haine* de M. Kassowitz, *État des lieux* de J.-F. Richet, *Rai* de T. Gilou, *Krim* de A. Bouchala, *Bye Bye* de K. Dridi, *Panne de sens* de M. Chibane déjà auteur de *Hexagone*) a valeur d'indicateur du caractère central de ces enjeux d'images. Chacun de ces films s'inscrit dans une démarche qui lui est propre, sans qu'on puisse y voir un mouvement esthétique. Par contre, ce qu'ils ont en commun, c'est de mettre en scène moins une galerie de portraits-types que de nouveaux personnages, de restituer moins un discours qu'un son où se lient jeux de langages et de musiques (et pas seulement le rap), d'aborder moins un « problème de société » que des situations concrètes. Ces « banlieues-films » posent la question d'un autre type de représentation que celui fabriqué quotidiennement par les télévisions et la presse (locale et nationale). **Quelle image renvoyer des cités, des jeunes qui y habitent, des rapports qui s'y nouent avec la police et les autres institutions ? Et ce, sans participer à leur stigmatisation ?** Question d'autant plus aiguë lorsque les images constituent plus encore qu'une « culture », au sens d'un système de valeurs et de normes incorporées, un ensemble de repères actualisés dans les situations les plus ordinaires, de la mise en scène des corps et des échanges à l'avenir rêvé. Mais entre représentations et images, l'opposition est-elle aussi tranchée ?

ANALYSER L'EXPÉRIENCE SOCIALE DES JEUNES

Répondre précisément passe par l'analyse de l'expérience sociale des jeunes et des habitants des quartiers populaires. Ainsi, là où il est beaucoup question de revendications identitaires ou de repli communautaire, cette analyse conduit certes à souligner la force des liens des fratries mais aussi la fragilité des solidarités. Là où l'on prête à l'islam des vertus fédératrices, voire un rôle d'alternative face aux défaillances des politiques locales, les choses apparaissent nettement plus complexes sur le « terrain ». Certains indices attestent de l'émergence des jeunes musulmans comme « acteurs », mais d'autres témoignent du taux relativement faible de pratiquants parmi les jeunes « beurs ». La faillite des transmissions familiales s'accompagne non sans paradoxe de pratiques religieuses qui sont de l'ordre de la conversion. Par contre, on ne peut nier - sauf à se rassurer à bon prix - que le racisme et l'injustice sont au principe d'une expérience qui alimente l'ethnisation de la vie sociale et le renversement des stigmates.

De même, là où l'image des « cités de la drogue », du « deal » comme modèle de réussite alternative à l'école, de la banalisation de la consommation de « drogues douces » s'est propagée depuis peu, l'analyse conduit certes à mettre en relief l'organisation de réseaux de trafics locaux, mais aussi les limites de ce qui se présente d'abord comme une économie de survie aux positions lucratives limitées face aux processus de précarité, le prix fort qu'elle implique en termes d'intervention policière, de santé publique et individuelle, de réputations. Il ne faudrait pas non plus perdre de vue que la désignation des quartiers réputés « sensibles » comme supermarché de produits stupéfiants (cannabis et héroïne principalement) laisse dans l'ombre ses ramifications dans les lieux de la centralité et parmi des jeunes de « bonne famille ».

Reste la question de fond, d'ordre politique. S'il peut sembler imprudent de généraliser au regard de la diversité des situations locales, divers indices autorisent un certain pessimisme. La faible visibilité des formes d'intervention publiques du point de vue de ceux auxquels elles s'adressent, la mise en sommeil des politiques de prévention imposée par des considérations électorales ou des contraintes budgétaires au profit d'un renforcement du contrôle policier, mais aussi le manque de renouvellement des acteurs et les blocages qui limitent leur action, laissent présumer une aggravation des situations de désaffiliation dans les quartiers populaires et la stigmatisation des populations qui y vivent. Aux limites des politiques sociales s'ajoutent celles des politiques culturelles destinées à des « publics » hétérogènes. L'instrumentalisation des engouements successifs des nouvelles générations (graffs, danse, rap, basket, skate...) dans des dispositifs adéquats rencontre des limites évidentes. La politique du pire serait-elle la seule issue ? On pense alors au final de *La Haine* : « L'important, ce n'est pas la chute, c'est l'atterrissage ». ■

Michel KOKOREFF,  
Université de Lille I, Lastree-IFRESI

